

CONFERENCE DE SITUATIONC C E I

La Conférence sur la coopération économique internationale a son origine plus ou moins directe dans la guerre d'octobre de 1973, dans le quadruplement du prix du pétrole qui s'ensuivit et dans les mesures prises par les pays producteurs de pétrole, en particulier par les pays arabes, à la suite de cette guerre (quadruplement du prix du pétrole et, pour les pays arabes boycott et réduction de la production). L'application de ces mesures a conduit à un âpre débat entre pays producteurs et pays consommateurs, puis à la création de l'Agence internationale de l'énergie regroupant les consommateurs occidentaux, sauf la France, et à laquelle notre pays a adhéré moyennant une déclaration de neutralité. Le débat, inauguré par les mesures des pays de l'OPEC, s'est notamment poursuivi dans les deux sessions spéciales de l'Assemblée générale de l'ONU, au printemps 1974, et en automne 1975.

L'idée de la CCEI remonte à une initiative de l'Arabie saoudite et de l'Iran, qui fut reprise par le Président Giscard d'Estaing. A la suite de deux conférences préparatoires au cours desquelles le sujet à discuter avait été élargi de l'énergie aux questions des matières premières en général, du développement et des finances, une Conférence ministérielle de 27 pays, à savoir 8 pays indus-

- 2 -

trialisés, dont la Suisse, et 19 pays en voie de développement, dont 8 pays exportateurs de pétrole, s'est tenue en décembre dernier à Paris. La Conférence a mis sur pied quatre commissions restreintes comprenant chacune 5 pays industrialisés et 10 pays en voie de développement, chargées chacune de traiter un des quatre sujets convenus. Ces quatre commissions ayant chacune deux co-présidents, l'un représentant les pays industrialisés, l'autre les pays en voie de développement, viennent de se réunir à Paris pour leur première session de travail. Dans un bon climat, elles ont établi leur programme et ont déjà abordé le premier point, l'analyse générale de la situation dans le domaine de leur ressort.

L'objectif à long terme de la CCEI est le réaménagement, ou plutôt le rééquilibrage d'un système économique international dont les pays en développement prétendent n'être, non sans quelque raison, que les participants marginaux. On espère rendre ce système plus accessible et plus acceptable pour le Tiers Monde et cela de manière ordonnée, graduelle et avec notre participation, donc par la négociation plutôt qu'à coups de guerres et de révolutions. Le but est d'arriver à ce que les intérêts légitimes de tous les participants tant développés qu'en développement, et notamment leurs besoins en matières premières, en énergie et en capitaux, puissent être pris en considération.

Le caractère même de la Conférence, avec son cercle restreint de participants, est favorable à un approfondissement des problèmes en discussion et la recherche de solutions solidement fondées en fait. Si le cercle restreint de participants facilite l'élaboration de solutions tech-

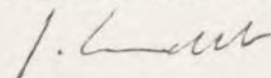
- 3 -

niquement satisfaisantes, il ne faut pas oublier que celles-ci devront ensuite être acceptées par les pays qui n'ont pas participé à la négociation. Ces pays devront bien entendu être informés à toutes les étapes des résultats déjà obtenus. En ce qui concerne les pays industrialisés, c'est à l'OCDE que l'information se fera principalement.

Les pays de l'Est ne participent pas à la Conférence. Il n'y a pas lieu de penser qu'ils désirent vraiment s'y associer. On sent cependant chez eux une certaine crainte d'être tenus à l'écart d'un rapprochement entre le Nord et le Sud. La Communauté économique européenne n'occupera qu'un seul siège à la Conférence, malgré les velléités de la Grande-Bretagne d'y participer à titre séparé. La mise au point d'une position commune de ses membres pose certains problèmes, mais la voix unique est un avantage parce qu'elle permet le maintien du caractère restreint de la CCEI.

La participation de la Suisse doit être considérée comme un important succès. Notre pays est représenté dans deux commissions sur quatre, de telle manière qu'il nous est possible de faire valoir directement nos intérêts et de contribuer au succès de cette rencontre capitale pour le fonctionnement futur de l'économie mondiale.

Secrétariat politique



J. Cuendet